



### Régie du SDDEA

*Cité administrative des Vassaulles  
CS 23076 - 10012 TROYES CEDEX*

**Date de convocation :**

07 04 2023

**Date d'affichage :**

07 04 2023

**Nombre de membres :** 33

**Nombre de membres en  
exercice :** 33

**Nombre de membres qui  
assistent à la séance :** 17

**Ayant pris part au vote :**  
26 dont 9 procurations

**Résultat du vote :**

Pour : 26

Contre : 0

Abstention : 0

**Avis du Bureau Syndical :**

Favorable : 5

Défavorable : 0

Abstention : 0

## Extrait du registre des délibérations

### Séance du 14 04 2023

L'an deux mille vingt-trois, le quatorze avril à neuf heures trente, les membres du Conseil d'Administration légalement convoqués se sont réunis en salle multi-activités des Vassaulles, sous la présidence de Monsieur Jean-Michel Viart, Vice-Président de la Régie du SDDEA.

**Sont présents :**

Mmes et MM. VIART, HOMEHR, AUBRY, BOISSEAU, DRAGON, DUQUESNOY, FIGIEL, GROSJEAN, JACQUARD, JAY, LAMY, LE CORRE, MAILLAT, MAILLET, PACKO, POILVE, ZAJAC.

**Sont excusés et donnent procuration :**

M. JUILLET donne procuration à M. VIART  
M. BRET donne procuration à M. JAY  
Mme FINELLO donne procuration à M. AUBRY  
M. GUNDALL donne procuration à M. GROSJEAN  
M. HILTZER donne procuration à M. BOISSEAU  
M. LEIX donne procuration à M. DUQUESNOY  
Mme LEROY donne procuration à M. M. DUQUESNOY  
M. MASURE donne procuration à M. MAILLET  
M. PELOIS donne procuration à M. BOISSEAU

**Sont Absents :**

Mme et MM. BAILLY-BAZIN, BOULARD, GAUDY, GERMAIN, LANTHIEZ, MANDELLI, THOMAS.

**Assiste également à la réunion :**

M. GILLIS, Directeur Général de la Régie du SDDEA.

**Secrétaire de séance :**

M. Jay a été élu secrétaire de séance.

**Au titre du Bureau Syndical hors membre du Conseil d'Administration y compris procurations :**

MM. ANTOINE, BANACH, BOYER, BRIQUET, VIART.

**OBJET DE LA  
DELIBERATION**

Service de l'Assainissement Collectif - Tarifs applicables en 2024  
COPE DE MAIZIERES LA GRANDE PAROISSE

Vu le Syndicat Mixte Ouvert de l'Eau, de l'Assainissement Collectif, de l'Assainissement Non Collectif, des Milieux aquatiques et de la Démoustication (SDDEA), créé depuis le 1<sup>er</sup> juin 2016 en application de l'arrêté préfectoral DCDL-BCLI 201681-0003 du 21 Mars 2016 ;  
Vu les statuts du SDDEA dans leur version en vigueur à la date de la séance ;  
Vu la délibération n° 3 du Syndicat SDDEA en date du 2 juin 2016, portant création de la Régie du SDDEA ;  
Vu les statuts de la Régie du SDDEA dans leur version en vigueur à la date de la séance ;  
Vu la délibération du Conseil d'Administration n°CA20201022\_4 du 22 octobre 2020 relative aux pouvoirs du Directeur Général de la Régie ;  
Vu le Code général des collectivités territoriales ;  
Vu le Code de l'environnement ;  
Vu la décision n° 4.5/23 MLGP du COPE DE MAIZIERES LA GRANDE PAROISSE en date du 06 mars 2023.

**LE PRESIDENT EXPOSE AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

La Régie du SDDEA détermine pour chaque service public d'eau potable et d'assainissement placés sous sa responsabilité le prix du service public. Ce prix varie en fonction des charges du service qui dépendent tant des coûts de fonctionnement que des choix de la Régie du SDDEA en matière de gestion patrimoniale et de niveau de qualité du service. La détermination du prix de l'eau est effectuée dans le respect des principes suivants :

- L'égalité entre les usagers
- La non-rétroactivité des tarifs

Le périmètre de compétence de la Régie du SDDEA regroupe d'anciens services d'eau très hétérogènes, avec des différences en termes de situation géographique, de rythme et de niveau d'investissement, de stratégie tarifaire, de mode de gestion du service etc. A ce titre, et conformément aux statuts de la Régie du SDDEA, le prix est déterminé au niveau de l'échelon local appelé le Conseil de la Politique de l'Eau (COPE), dont le périmètre est identique à celui des services préexistants, sous réserve des regroupements prévus par les Statuts du SDDEA.

Ainsi, conformément à l'article 12.1 des statuts du SDDEA et à l'article 5 des statuts de la Régie du SDDEA, le COPE de MAIZIERES LA GRANDE PAROISSE a arrêté par décision en date du 06 mars 2023 les tarifs 2024 Assainissement Collectif hors taxes et hors redevances applicable uniquement sur le périmètre du COPE de MAIZIERES LA GRANDE PAROISSE de la manière suivante :

Période d'abonnement du 01/04/2023 au 31/03/2024  
Période de consommation de la période de relève des compteurs 2023  
à la période de relève des compteurs 2024

<b>Assainissement</b>		
<b>Terme fixe (abonnement)</b>	€ H.T./an	% évolution exercice N-1
. Branchement principal	193,00	0,00
<b>Terme proportionnel (consommation)</b>	€ H.T./m <sup>3</sup>	
. Tranche unique	2,58	0,00

Il appartient au Conseil d'Administration de la Régie du SDDEA de fixer les tarifs d'assainissement à appliquer en 2024 dans le respect de l'article 9 des statuts de la Régie du SDDEA.

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE :**

- **D'ADOPTER** les tarifs 2024 Assainissement Collectif hors taxes et hors redevances du COPE de MAIZIERES LA GRANDE PAROISSE tel que mentionnés dans la présente délibération ;
- **DE PRECISER** qu'au-delà de la période mentionnée dans la présente délibération, ces tarifs restent applicables tant qu'il n'en est pas délibéré autrement ;
- **DE PRECISER** que ces tarifs sont assujettis au taux de T.V.A en vigueur ;
- **DE DONNER** tout pouvoir au Directeur Général de la Régie du SDDEA à signer tout acte administratif, juridique, financier ou technique, notamment de nature conventionnelle, à intervenir en application ou en exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.<sup>i</sup>

**Pour extrait conforme,  
Le Président de séance,  
Pour le Président empêché**



Jean-Michel VIART

JEAN-MICHEL VIART  
2023.04.28 08:33:32 +0200  
Ref:20230419\_151002\_1-3-O  
Signature numérique  
le Vice-Président

**Jean-Michel VIART**

---

<sup>i</sup> La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne (R.421-1 du code de justice administrative) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par les services du contrôle de légalité.